



Après le choc des européennes les exigences sociales doivent être entendues !

L'abstention et l'extrême droite ont atteint un record lors des élections européennes du 9 juin 2024. Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé.

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays. Une politique qui tourne le dos au social et qui génère du déclassement, l'abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques, le président de la République prend une lourde responsabilité.

Il faut un sursaut démocratique et social. A défaut, l'extrême droite arrivera au pouvoir. Nous l'avons vue à l'œuvre dans l'histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple : austérité pour les salaires et les services publics, réformes constitutionnelles remettant en cause l'indépendance de la justice et le rôle des syndicats, attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, remise en cause du droit à l'IVG, politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité. Nous connaissons ses votes en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale et entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs et notamment :

- Augmenter les salaires et les pensions ;
- Abrogation des trois réformes injustes: retraites, assurance chômage et « asile et immigration »;
- Défendre nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs ;
- Instaurer enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles ;
- Instaurer le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étranger-es sur la base d'un certificat de travail ;
- Créer de nouveaux droits pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'anticiper les transformations environnementales et de sécuriser leur emploi ;

Dans l'immédiat, nous appelons le président de la République à la cohérence.

Nous demandons que le droit des fonctionnaires et la défense des services publics deviennent une priorité nationale. Nous demandons une action sociale interministérielle de qualité et pour pouvoir la mettre en place dans chaque région des personnels dédiés à ce travail afin de garantir les droits et l'accès pour tous à l'action sociale. L'augmentation du coût de la vie, l'augmentation des missions et la charge de travail de plus en plus prégnante augmentent les risques psycho sociaux. Afin de prévenir ces risques les différents ministères doivent pouvoir mettre en place des actions sociales interministérielles de qualité avec les personnels et pour les personnels.

Nous demandons donc à minima des moyens humains comme ils existaient auparavant sur les trois anciennes régions pour répondre aux besoins et aux demandes de tous les agents exerçant dans les différents ministères afin d'avoir une action sociale de qualité et du temps dédié aux représentants des personnels pour aider à mettre en place cette action sociale sur la grande région Nouvelle Aquitaine.